

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie:	1 fr. 50
	Par porteur ou par la poste.	
	Togo, France et Colonies:	1 fr. 75
	Etranger: Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée: moitié prix: minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

2 décembre	Loi autorisant la Société nationale des chemins de fer français à procéder à des opérations d'émission, de conversion et de remboursement d'emprunt. (Arrêté de promulgation n° 141 du 4 mars 1942).	266
10 décembre	Décret autorisant l'intervention nouvelle du fonds de solidarité coloniale. (Arrêté de promulgation n° 142 du 4 mars 1942)	271
10 décembre	Loi accordant un droit de priorité aux invalides de guerre.	271
15 décembre	Décret modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux. (Arrêté de promulgation n° 143 du 4 mars 1942)	271
20 décembre	Décret portant modification des caractéristiques des pièces de 50 centimes et de 1 franc.	272
24 décembre	Loi instituant la médaille commémorative du Levant.	272
31 décembre	Décret étendant à tous les territoires placés sous l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française les dispositions de la loi du 2 août 1941 autorisant la désignation d'administrateurs provisoires des biens appartenant à certains étrangers. (Arrêté de promulgation n° 144 du 4 mars 1942)	273

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

4 février	N° 482 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant l'exportation de certains produits.	273
-----------	--	-----

4 février	N° 484 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, relatif à la fabrication du savon.	274
4 février	N° 490 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, fixant la liste des marchandises, denrées ou objets quelconques sur lesquels l'autorité administrative peut exercer un droit de préemption dans les ventes aux enchères ou à cri public.	275
4 février	N° 492 s. e. — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommément désignés, une caisse de péréquation et de compensation pour certaines marchandises importées en Afrique occidentale française ou de production locale.	275
23 février	N° 709 SEC./I — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française, réglementant l'exportation des produits à la sortie de l'Afrique française, suivi de l'arrêté n° 147 du 6 mars 1942 le soumettant à la procédure de publication d'urgence.	276
5 mars	N° 146 — Arrêté modifiant pour 1942 les taux des cotisations de la Société Indigène de Prévoyance d'Atakpamé.	279
9 mars	N° 151 — Arrêté complétant l'arrêté n° 279 du 8 juin 1941 réglementant le conditionnement du kapock au Togo.	279
	Addendum à l'article 5 (avancement) du règlement du 1 ^{er} mai 1939 concernant le personnel auxiliaire.	279
	Personnel	279
	Divers	280

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

28 décembre — Loi modifiant la loi du 30 juillet 1940 relative à la cour suprême de justice. 281

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Avis d'examen du brevet de capacité colonial (session 1942). 281

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Emprunts

ARRETE No 141 promulguant au Togo la loi du 2 décembre 1941 autorisant la société nationale des chemins de fer français à procéder à des opérations d'émission, de conversion et de remboursement d'emprunts.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 2 décembre 1941;

Sur instruction du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 2 décembre 1941 autorisant la société nationale des chemins de fer français à procéder à des opérations d'émission, de conversion et de remboursement d'emprunts.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La société nationale des chemins de fer français est autorisée à procéder, dans les conditions fixées à l'article 2 ci-dessous, à la conversion des emprunts désignés ci-après :

Obligations 5 p. 100 1933 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Obligations 5 1/2 p. 100 1935 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat et du syndicat des chemins de fer de Grande-Ceinture de Paris;

Obligations 6 p. 100 1936 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Bons 6 p. 100 1934-1949 des compagnies de l'Est, du Midi, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Les emprunts convertis seront remplacés par un emprunt de la société nationale des chemins de fer français, émis dans les conditions prévues par la convention du 31 août 1937, modifiée par les lois des 31 décembre 1938, 10 octobre 1940 et 30 novembre 1941.

ART. 2. — Un délai d'option, dont la durée sera fixée par arrêté ministériel, sera accordé aux porteurs des titres des emprunts visés à l'article 1^{er} pour en demander le remboursement. Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement pendant ce délai seront convertis.

Ces dispositions ne s'appliqueront pas aux titres qui auront été appelés au remboursement par tirages au sort antérieurs au premier jour du délai d'option prévu à l'alinéa précédent.

L'arrêté ministériel susvisé précisera les dispositions spéciales qui seront prises en faveur des prisonniers de guerre.

ART. 3. — En ce qui concerne les propriétaires de titres qui n'ont pas la libre et complète administration de leurs biens, l'acceptation de la conversion ou la demande de remboursement sera assimilée à un acte de simple administration et sera dispensée d'autorisation spéciale, ainsi que de toute autre formalité judiciaire.

ART. 4. — Les nouvelles obligations émises en conversion de titres affectés à des cautionnements fournis à l'Etat, aux départements, aux communes, aux établissements publics et d'utilité publique recevront d'office la même affectation, sous réserve de révision ultérieure des cautionnements dont les arrages seuls sont affectés, vis-à-vis du service public, au paiement des créances garanties par le titulaire.

Les titres actuellement affectés à des cautionnements relatifs à des valeurs adirées seront convertis d'office avec la même affectation.

ART. 5. — Le troisième alinéa de l'article 153 du code fiscal des valeurs mobilières est modifié comme suit :

« La dispense établie par le premier alinéa du présent article s'applique, sous les conditions fixées par cet alinéa, aux sociétés françaises par actions et à responsabilité limitée qui ont souscrit à l'émission :

« a) Soit des obligations des anciens grands réseaux français de chemin de fer d'intérêt général ou des chemins de fer de Grande-Ceinture de Paris, ou de la société nationale des chemins de fer français, lorsque la souscription est antérieure au 1^{er} décembre 1941;

« b) Soit des obligations de la société nationale des chemins de fer français, lorsque ces obligations

proviennent de la conversion, effectuée en vertu de la loi du 2 décembre 1941, de titres visés au paragraphe a souscrits eux-mêmes à l'émission ».

ART. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

*CONVERSION et émission d'emprunts à effectuer
par la société nationale des chemins de fer français.*

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'ÉCONOMIE NATIONALE ET AUX FINANCES,

Vu le décret-loi du 31 août 1937 relatif au régime des chemins de fer et la convention du même jour y annexée, modifiée par les lois des 31 décembre 1938, 10 octobre 1940 et 30 novembre 1941;

Vu la loi du 2 décembre 1941;

Vu l'arrêté du 7 juin 1941;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français en date du 3 décembre 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La société nationale des chemins de fer français réalisera l'opération de conversion d'emprunts prévue par la loi du 2 décembre 1941 par l'émission d'obligation 4 p. 100 1941 du type approuvé par arrêté ministériel du 7 juin 1941 et dans les conditions fixées par la décision ci-annexée, prise par son conseil d'administration dans sa séance du 3 décembre 1941.

ART. 2. — Les coupures de 1.000 francs d'obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941, qui pourront être émises pour les besoins de l'opération, pourront faire l'objet à toute époque, par mesure spéciale à ces coupures, d'un remboursement anticipé total au pair majoré des intérêts courus.

ART. 3. — Les propriétaires des titres des emprunts convertis, qui désireraient en obtenir le remboursement, devront en faire la demande et effectuer en même temps le dépôt de leurs titres :

1° — Du 8 au 20 décembre 1941 inclus en France, en Algérie, en Tunisie et au Maroc;

2° — Dans un délai de deux semaines à compter de la promulgation du présent arrêté, ou des dispositions qu'il édicte, dans les colonies, autres pays de protectorat et les territoires sous mandat.

Ces délais sont prolongés de deux mois au bénéfice des prisonniers de guerre, sous réserve qu'il soit justifié de la propriété des titres à la date de publication du présent arrêté.

Les titres qui n'auront pas été présentés au remboursement dans les délais ci-dessus fixés seront convertis d'office en obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941.

ART. 4. — Les titres au porteur remis aux fins de conversion ou de remboursement devront être déposés premier coupon à échoir postérieurement au 31 décembre 1941 attaché.

Fait à Vichy, le 3 décembre 1941.

Yves BOUTHILLIER.

DECISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS EN DATE DU 3 DÉCEMBRE 1941 FIXANT LES CONDITIONS D'UNE OPÉRATION DE CONVERSION ET DE REMBOURSEMENT DE DIVERS BONS ET OBLIGATIONS ÉMIS PAR LES GRANDS RÉSEAUX DE CHEMINS DE FER FRANÇAIS ET D'ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS.

A. — Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — La société nationale des chemins de fer français, autorisée à cet effet par la loi du 2 décembre 1941, procédera, dans les conditions indiquées ci-après, au remboursement ou à la conversion des bons et obligations suivants :

Obligations 5 p. 100 1933 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Obligations 5 1/2 p. 100 1935 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat et du syndicat des chemins de fer de Grande-Ceinture de Paris;

Obligations 6 p. 100 1936 des compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat;

Bons 6 p. 100 1934-1949 des compagnies de l'Est, du Midi, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi que des administrations des chemins de fer de l'Alsace-Lorraine et de l'Etat.

ART. 2. — Pour faire face aux besoins des opérations ci-dessus prévues, ainsi qu'au remplacement d'emprunts venus à échéance, la société nationale des chemins de fer français procédera à l'émission d'obligations 4 p. 100 1941, du type approuvé par arrêté ministériel du 7 juin 1941, dans la limite d'un montant nominal de 19.700 millions.

B. — Opérations de conversion

ART. 3. — Les titres des emprunts énumérés à l'article 1er qui ne seront pas présentés au remboursement seront convertis, à la date du 1er janvier 1942, en obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941 émises dans les conditions suivantes et d'un montant nominal égal à celui des titres convertis.

ART. 4. — Les obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941 émises pour la conversion seront délivrées, soit au nominatif, soit au porteur, en coupures de 2.000 frs., 5.000 francs ou 10.000 francs.

Toutefois, lorsque le montant global des titres à convertir le rendra nécessaire, il pourra être délivré au souscripteur une coupure de 1.000 francs.

Les obligations 4 p. 100 1941 émises à l'occasion de la présente opération porteront jouissance du 1^{er} janvier 1942; à titre exceptionnel, l'intérêt afférent à la période 1^{er} janvier-1^{er} mars 1942 sera réglé d'avance et déduit du prix d'émission fixé à l'article 5 ci-après; le premier coupon à échoir sera celui du 1^{er} septembre 1942. La première échéance d'amortissement à laquelle participeront ces obligations sera celle du 1^{er} septembre 1942.

ART. 5. — Le prix d'émission des obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941 émises pour la conversion est fixé à 966 frs., 50 par 1.000 francs, nominal, soit, compte tenu de l'intérêt payé d'avance, 960 frs. net par 1.000 francs nominal.

ART. 6. — Les titres convertis seront repris au pair, majoré des intérêts courus nets au taux originaire à la date du 1^{er} janvier 1942, et diminué, le cas échéant, du prélèvement de 10 p. 100.

La soulte résultant de l'opération de conversion et calculée suivant le barème ci-annexé sera réglée dès vérification des bordereaux de dépôt, par les services des titres des administrations et sociétés émettrices.

Les titulaires de titres nominatifs admis à la conversion auront la faculté de demander, lors du dépôt de l'opération, si celui-ci est effectué avant le 1^{er} janvier 1942, que cette soulte leur soit réglée, pour partie ou en totalité à un titre près par défaut, en obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941 nominatives, émises dans les conditions fixées aux articles 4 et 5 ci-dessus.

ART. 7. — Les dépôts des titres à convertir seront reçus à partir du 8 décembre 1941 :

Aux services financiers de la société nationale des chemins de fer français;

17, rue de Londres, à Paris;

Gare Saint-Paul, à Lyon;

Gare Saint-Charles, à Marseille,

ainsi qu'aux guichets des gares de la société nationale des chemins de fer français ouvertes au service des titres;

Aux compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée, de Paris à Orléans, ainsi qu'au bureau des titres des compagnies, en gare de Limoges-Bénédictins;

A la paierie générale de la Seine;

A la recette centrale des finances et dans les recettes-perceptions de la Seine;

Aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, receveurs des finances et percepteurs;

Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine et des payeurs particuliers de l'Algérie;

Aux caisses des trésoriers généraux et trésoriers-payeurs, dans les colonies, autres pays de protectorat et les territoires sous mandat;

A la banque de France (siège central, succursales et bureaux auxiliaires);

Aux guichets des établissements de crédit agréés.

C. — Emission d'obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941

ART. 8. — La société nationale des chemins de fer français procédera à l'émission d'obligations S. N. C. F. 4 p. 100 1941, contre espèces, dans les conditions fixées par les articles 4 et 5 ci-dessus.

L'émission sera ouverte le 8 décembre 1941. Elle sera close sans préavis.

ART. 9. — Les souscriptions seront reçues aux guichets énumérés à l'article 7 ci-dessus, à l'exception des gares de la société nationale des chemins de fer français et des comptables du Trésor d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, des colonies, des autres pays de protectorat et territoires sous mandat.

D. — Opérations de remboursement

ART. 10. — Les propriétaires des titres des emprunts visés à l'article 1^{er} qui désireraient en obtenir le remboursement devront en faire la demande et effectuer, en même temps, le dépôt de leurs titres dans les délais qui seront fixés par l'arrêté pris pour l'exécution de la loi du 2 décembre 1941, sous réserve des dispositions spéciales à prévoir par ledit arrêté en faveur des prisonniers de guerre.

ART. 11. — Le remboursement s'effectuera à dater du 1^{er} janvier 1942 au pair, majoré des intérêts nets courus au taux originaire à la même date et diminué, le cas échéant, du prélèvement de 10 p. 100, suivant le barème ci-annexé.

ART. 12. — Le dépôt des titres à rembourser devra être effectué à l'un des guichets ci-après :

1^o — Pour les titres des réseaux autres que celui de l'Etat :

Aux services financiers de la société nationale des chemins de fer français :

17, rue de Londres, à Paris;

Gare Saint-Paul, à Lyon;

Gare Saint-Charles, à Marseille,

ainsi qu'aux guichets des gares de la société nationale des chemins de fer français ouvertes au service des titres pour transmission et reconnaissance des dossiers aux services financiers;

Aux compagnies de l'Est, du Midi, du Nord, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et de Paris à Orléans, à Paris, chacune en ce qui concerne les titres émis par elles, ainsi qu'au bureau des titres des compagnies en gare de Limoges-Bénédictins;

2^o — Pour les titres des chemins de fer de l'Etat :

A la paierie générale de la Seine;

A la recette centrale des finances et dans les recettes-perceptions de la Seine;

Aux caisses des trésoriers-payeurs généraux, receveurs des finances et percepteurs;

3^o — Pour les titres de tous les réseaux :

Aux caisses des trésoriers généraux de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des payeurs principaux d'Oran et de Constantine et des payeurs particuliers de l'Algérie;

Aux caisses des trésoriers généraux et des trésoriers-payeurs dans les colonies, dans les autres pays de protectorat et les territoires sous mandat.

BAREME

annexé à la décision du conseil d'administration de la S. N. C. F. en date du 3 décembre 1941 fixant :
1° les sommes à payer en cas de remboursement; 2° les soultes à payer en cas de conversion.

CATÉGORIE						CATÉGORIE									
de		PRIX NET		INTÉRÊTS COURUS		de		PRIX NET		INTÉRÊTS COURUS					
titres.		de		nets		titres.		de		nets					
		remboursement.		au 1 ^{er} janvier 1942				remboursement.		au 1 ^{er} janvier 1942					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
		SOMME A PAYER		SOMME A PAYER				SOMME A PAYER		SOMME A PAYER					
		en cas		en cas				en cas		en cas					
		de remboursement.		de remboursement.				de remboursement.		de remboursement.					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
		PRIX NET		PRIX NET				PRIX NET		PRIX NET					
		d'émission		d'émission				d'émission		d'émission					
		du nouvel emprunt		du nouvel emprunt				du nouvel emprunt		du nouvel emprunt					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
		SOLITE A PAYER		SOLITE A PAYER				SOLITE A PAYER		SOLITE A PAYER					
		en cas		en cas				en cas		en cas					
		de conversion.		de conversion.				de conversion.		de conversion.					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
Obligations 5 p. 100 1933 de 1000 fra.						Obligations 5 p. 100 1933 de 5.000 fra.									
A.-L.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	A.-L.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	981,2	2,1	983,3	960	23,3			Per. mor.	4.916	10,5	4.926,5	4.800	126,5
	P.	Per. phys.	1.000	1,2	1.001,2	960	41,2	P.	Per. phys.	5.000	6,1	5.006,1	4.800	206,1	
		Per. mor.	981,2	0,9	982,1	960	22,1		Per. mor.	4.916	4,9	4.920,9	4.800	120,9	
Est.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	Est.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	982,7	2,1	984,8	960	24,8			Per. mor.	4.920,7	10,5	4.931,2	4.800	131,2
	P.	Per. phys.	1.000	1,2	1.001,2	960	41,2	P.	Per. phys.	5.000	6	5.006	4.800	206	
		Per. mor.	982,7	0,9	983,6	960	23,6		Per. mor.	4.920,7	4,9	4.925,6	4.800	125,6	
Etat.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	Etat.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	983,9	2,1	986	960	26			Per. mor.	4.919,9	10,5	4.930,4	4.800	130,4
	P.	Per. phys.	1.000	2,1	1.002,1	960	42,1	P.	Per. phys.	5.000	10,6	5.010,6	4.800	210,6	
		Per. mor.	983,9	1,9	985,8	960	25,8		Per. mor.	4.919,9	9,5	4.929,4	4.800	129,4	
Midi.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	Midi.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	984	2,1	986,1	960	26,1			Per. mor.	4.920,6	10,5	4.931,1	4.800	131,1
	P.	Per. phys.	1.000	1,2	1.001,2	960	41,2	P.	Per. phys.	5.000	6	5.006	4.800	206	
		Per. mor.	984	1	985	960	25		Per. mor.	4.920,6	4,9	4.925,5	4.800	125,5	
Nord.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	Nord.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	980		982,1	960	22,1			Per. mor.	4.912,6	10,5	4.923,1	4.800	123,1
	P.	Per. phys.	1.000	1,3	1.001,3	960	41,3	P.	Per. phys.	5.000	6,2	5.006,2	4.800	206,2	
		Per. mor.	980	1	981	960	21		Per. mor.	4.912,6	5	4.917,6	4.800	117,6	
P.-L.-M.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	P.-L.-M.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	984	2,1	986,1	960	26,1			Per. mor.	4.920	10,5	4.930,5	4.800	130,5
	P.	Per. phys.	1.000	1,3	1.001,3	960	41,3	P.	Per. phys.	5.000	6,1	5.006,1	4.800	206,1	
		Per. mors.	984	1	985	960	25		Per. mor.	4.920	4,9	4.924,9	4.800	124,9	
P.-O.	N.	Per. phys.	1.000	2,3	1.002,3	960	42,3	P.-O.	N.	Per. phys.	5.000	11,7	5.011,7	4.800	211,7
		Per. mor.	983,4	2,1	985,5	960	25,5			Per. mor.	4.918,7	10,5	4.929,2	4.800	129,2
	P.	Per. phys.	1.000		1.001,2	960	41,2	P.	Per. phys.	5.000	5,9	5.005,9	4.800	205,9	
		Per. mor.	983,4	1	984,4	960	24,4		Per. mor.	4.918,7	4,8	4.923,5	4.800	123,5	

CATÉGORIE						CATÉGORIE									
de		PRIX NET		INTÉRÊTS COURUS		de		PRIX NET		INTÉRÊTS COURUS					
titres.		de		nets		titres.		de		nets					
		remboursement.		au 1 ^{er} janvier 1942				remboursement.		au 1 ^{er} janvier 1942					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
		SOMME A PAYER		SOMME A PAYER				SOMME A PAYER		SOMME A PAYER					
		en cas		en cas				en cas		en cas					
		de remboursement.		de remboursement.				de remboursement.		de remboursement.					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
		PRIX NET		PRIX NET				PRIX NET		PRIX NET					
		d'émission		d'émission				d'émission		d'émission					
		du nouvel emprunt		du nouvel emprunt				du nouvel emprunt		du nouvel emprunt					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
		SOLITE A PAYER		SOLITE A PAYER				SOLITE A PAYER		SOLITE A PAYER					
		en cas		en cas				en cas		en cas					
		de conversion.		de conversion.				de conversion.		de conversion.					
		francs.		francs.				francs.		francs.					
Obligations 5 1/2 p. 100 1935 de 1.000 fra.						Obligations 5 1/2 p. 100 1935 de 5.000 fra.									
A.-L.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	A.-L.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	5,9	1.005,9	960	45,9			Porteur.	5.000	29,5	5.029,5	4.800	229,5
Est.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	Est.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	5,9	1.005,9	960	45,9			Porteur.	5.000	29,5	5.029,6	4.800	229,5
Etat.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	Etat.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	6,5	1.006,5	960	46,5			Porteur.	5.000	32,5	5.032,5	4.800	232,5
Midi.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	Midi.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	5,9	1.005,9	960	45,9			Porteur.	5.000	29,5	5.029,5	4.800	229,5
Nord.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	Nord.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	5,9	1.005,9	960	45,9			Porteur.	5.000	29,6	5.029,6	4.800	229,6
Gde Cro.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	P.-L.-M.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	5,9	1.005,9	960	45,9			Porteur.	5.000	29,5	5.029,5	4.800	229,5
P.-L.-M.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1	P.-O.	{	Nominatif.	5.000	35,7	5.035,7	4.800	235,7
		Porteur.	1.000	5,9	1.005,9	960	45,9			Porteur.	5.000	29,4	5.029,4	4.800	229,4
P.-O.	{	Nominatif.	1.000	7,1	1.007,1	960	47,1		{						
		Porteur.	1.000	6	1.006	960	46								

CATÉGORIE de titres.	PRIX NET de remboursement.	INTÉRÊTS COURUS nets au 1 ^{er} janvier 1942	SOMME À PAYER en cas de remboursement.	PRIX NET d'émission du nouvel emprunt	SOULTE À PAYER en cas de conversion.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.

Obligations 6 p. 100 1936 de 1.000 frs.

A.-L.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	17,7	1.017,7	960	57,7
Est.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	17,7	1.017,7	960	57,7
Etat.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	18,5	1.018,5	960	58,5
Midi.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	17,7	1.017,7	960	57,7
Nord.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	17,7	1.017,7	960	57,7
P.-L.-M.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	17,7	1.017,7	960	57,7
P.-O.	Nominatif.	1.000	20,2	1.020,2	960	60,2
	Porteur.	1.000	17,7	1.017,7	960	57,7

CATÉGORIE de titres.	PRIX NET de remboursement.	INTÉRÊTS COURUS nets au 1 ^{er} janvier 1942	SOMME À PAYER en cas de remboursement.	PRIX NET d'émission du nouvel emprunt	SOULTE À PAYER en cas de conversion.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.

Bons 6 p. 100 1934-1949 de 1.000 frs.

A.-L.	N.	Per. phys.	1.000	17,9	1.017,9	960	57,9
		Per. mor.	995,6	16,1	1.011,7	960	51,7
	P.	Per. phys.	1.000	15,4	1.015,4	960	55,4
		Per. mor.	995,6	13,6	1.009,2	960	49,2
Est.	N.	Per. phys.	1.000	17,9	1.017,9	960	57,9
		Per. mor.	994,2	16,1	1.010,3	960	50,3
	P.	Per. phys.	1.000	15,4	1.015,4	960	55,4
		Per. mor.	994,2	13,7	1.007,9	960	47,9
Etat.	N.	Per. phys.	1.000	17,9	1.017,9	960	57,9
		Per. mor.	994,8	16,1	1.010,9	960	50,9
	P.	Per. phys.	1.000	16,4	1.016,4	960	56,4
		Per. mor.	994,8	14,6	1.009,4	960	49,4
Midi.	N.	Per. phys.	1.000	17,9	1.017,9	960	57,9
		Per. mor.	995,5	16,1	1.011,6	960	51,6
	P.	Per. phys.	1.000	15,3	1.015,3	960	55,3
		Per. mor.	995,5	13,6	1.009,1	960	49,1
P.-L.-M.	N.	Per. phys.	1.000	17,9	1.017,9	960	57,9
		Per. mor.	994,9	16,1	1.011	960	51
	P.	Per. phys.	1.000	15,4	1.015,4	960	55,4
		Per. mor.	994,9	13,6	1.008,5	960	48,5
P.-O.	N.	Per. phys.	1.000	17,9	1.017,9	960	57,9
		Per. mor.	995,4	16,1	1.011,5	960	51,5
	P.	Per. phys.	1.000	15,4	1.015,4	960	55,4
		Per. mor.	995,4	13,6	1.009	960	49

CATÉGORIE de titres.	PRIX NET de remboursement.	INTÉRÊTS COURUS nets au 1 ^{er} janvier 1942	SOMME À PAYER en cas de remboursement.	PRIX NET d'émission du nouvel emprunt	SOULTE À PAYER en cas de conversion.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.

Obligations 6 p. 100 1936 de 5.000 frs.

A.-L.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	88,5	5.088,5	4.800	288,5
Est.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	88,4	5.088,4	4.800	288,4
Etat.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	92,6	5.092,6	4.800	292,6
Midi.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	88,5	5.088,5	4.800	288,5
Nord.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	88,6	5.088,6	4.800	288,6
P.-L.-M.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	88,4	5.088,4	4.800	288,4
P.-O.	Nominatif.	5.000	101,1	5.101,1	4.800	301,1
	Porteur.	5.000	88,4	5.088,4	4.800	288,4

CATÉGORIE de titres.	PRIX NET de remboursement.	INTÉRÊTS COURUS nets au 1 ^{er} janvier 1942	SOMME À PAYER en cas de remboursement.	PRIX NET d'émission du nouvel emprunt	SOULTE À PAYER en cas de conversion.
	francs.	francs.	francs.	francs.	francs.

Bons 6 p. 100 1934-1949 de 5.000 frs.

A.-L.	N.	Per. phys.	5.000	89,5	5.089,5	4.800	289,5
		Per. mor.	4.968,6	80,6	5.049,2	4.800	249,2
	P.	Per. phys.	5.000	76,9	5.076,9	4.800	276,9
		Per. mor.	4.968,6	68	5.036,6	4.800	236,6
Est.	N.	Per. phys.	5.000	89,5	5.089,5	4.800	289,5
		Per. mor.	4.969,6	80,6	5.050,2	4.800	250,2
	P.	Per. phys.	5.000	76,9	5.076,9	4.800	276,9
		Per. mor.	4.969,6	68	5.037,6	4.800	237,6
Etat.	N.	Per. phys.	5.000	89,5	5.089,5	4.800	289,5
		Per. mor.	4.968,7	80,6	5.049,3	4.800	249,3
	P.	Per. phys.	5.000	82	5.082	4.800	282
		Per. mor.	4.968,7	73	5.041,7	4.800	241,7
Midi.	N.	Per. phys.	5.000	89,5	5.089,5	4.800	289,5
		Per. mor.	4.967,5	80,6	5.048,1	4.800	248,1
	P.	Per. phys.	5.000	76,9	5.076,9	4.800	276,9
		Per. mor.	4.967,5	68	5.035,5	4.800	235,5
P.-L.-M.	N.	Per. phys.	5.000	89,5	5.089,5	4.800	289,5
		Per. mor.	4.974,5	80,6	5.055,1	4.800	255,1
	P.	Per. phys.	5.000	77	5.077	4.800	277
		Per. mor.	4.974,5	68	5.042,5	4.800	242,5
P.-O.	N.	Per. phys.	5.000	89,5	5.089,5	4.800	289,5
		Per. mor.	4.967,6	80,6	5.048,2	4.800	248,2
	P.	Per. phys.	5.000	76,9	5.076,9	4.800	276,9
		Per. mor.	4.967,6	67,9	5.035,5	4.800	235,5

NOTA. — Pour les personnes morales non assujetties au prélèvement de 10 pour 100, les prix applicables sont ceux qui sont indiqués pour les personnes physiques.

Solidarité coloniale

ARRETE N° 142 promulguant au Togo le décret du 10 décembre 1941 autorisant l'intervention nouvelle du fonds de solidarité coloniale.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 25 octobre 1940 créant un fonds de solidarité coloniale, promulguée au Togo le 11 décembre 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940 réglant le fonctionnement du fonds de solidarité coloniale créé par la loi du 25 octobre 1940 susvisée, promulgué au Togo le 3 avril 1941;

Vu le décret du 10 décembre 1941;

Sur instruction du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 10 décembre 1941 autorisant l'intervention nouvelle du fonds de solidarité coloniale.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 25 octobre 1940, notamment en ses articles 3 et 7;

Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940;

Vu l'avis du comité de gestion du fonds de solidarité coloniale exprimé dans son procès-verbal du 28 novembre 1941;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le fonds de solidarité coloniale est autorisé à apporter son concours dans le soutien des productions agricoles suivantes :

- 1^o — Tabac;
- 2^o — Manioc;
- 3^o — Fruits coloniaux.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 10 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Invalides de guerre

LOI du 10 décembre 1940 accordant un droit de priorité aux invalides de guerre.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur chargé du secrétariat général des anciens combattants;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les invalides de guerre dont la carte dite « d'invalidité » porte, au verso, la mention « station debout pénible » apposée par les offices départementaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation, mention authentifiée par le cachet de l'office départemental et la signature du préfet ou de son délégué, bénéficieront d'un droit de priorité pour l'accès aux bureaux et guichets des administrations et services publics, aux transports publics et aux magasins de commerce.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 10 décembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Marcel PEYROUTON.

Solde et allocations accessoires

ARRETE N° 143 promulguant au Togo le décret du 15 décembre 1941 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 5 août 1941 modifiant l'article 91 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires coloniaux, promulgué au Togo le 24 octobre 1941;

Vu le décret du 15 décembre 1941;

Sur instruction du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 15 décembre 1941 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires des services coloniaux.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié, notamment le décret du 5 août 1941;

Vu la loi du 31 octobre 1941 relative à l'attribution d'indemnités de résidence familiales aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 6 de l'article 91 du décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux est modifié comme suit :

« Le taux de l'indemnité de service temporaire en France est fixé suivant la situation de famille des fonctionnaires et agents conformément aux tableaux annexés à la loi du 31 octobre 1941 relative à l'attribution d'indemnités de résidence familiales aux fonctionnaires et agents de l'Etat ».

ART. 2. — Les dispositions du présent décret sont applicables au personnel des cadres locaux des colonies lorsque ce personnel a été admis par les règlements qui l'organisent au bénéfice de l'indemnité de service temporaire en France.

ART. 3. — Le présent décret prendra effet à compter du 1^{er} novembre 1941.

ART. 4. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 15 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Monnaies

DECRET du 20 décembre 1941 portant modification des caractéristiques des pièces de 50 centimes et de 1 franc.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu l'article 8 de la loi du 25 juin 1928;

Vu le décret du 24 octobre 1930;

Vu l'article 53 de la loi de finances du 31 décembre 1937;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la promulgation du présent décret, les monnaies de 1 franc et de 50 centimes pourront être fabriquées en aluminium.

ART. 2. Les caractéristiques des nouvelles pièces seront respectivement les suivantes :

Dénomination des pièces	Diamètre	Composition	Poids		Tranche	Pouvoir libératoire
			Droit	Tolérance au-dessus et au-dessous		
	mm		grammes	milligrammes		
1 franc. . .	23	Aluminium	1,6	50	lisse	50 frs.
50 centimes. .	18	Idem.	0,8	Idem.	Idem.	Idem.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est chargé de l'exécution

tion du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 20 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Médaille commémorative du Levant

LOI du 24 décembre 1941 instituant la médaille commémorative du Levant.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une médaille commémorative du Levant destinée à remplacer la médaille commémorative de Syrie-Cilicie, qui cesse d'être attribuée pour services rendus postérieurement au 25 juin 1940.

ART. 2. — L'insigne et le ruban de la médaille commémorative du Levant sont les mêmes que ceux de la médaille commémorative de Syrie-Cilicie, sauf l'agrafe qui sera en argent et comportera l'inscription « Levant 1941 ».

ART. 3. — Peuvent prétendre à la médaille commémorative du Levant avec agrafe en argent « Levant 1941 » tous les militaires (européens et indigènes) des armées de terre, de mer, de l'air, des forces supplétives, les infirmières, soit militaires, soit de la Croix-Rouge française ayant, entre le 8 juin et le 13 juillet 1941, relevé du commandement du général commandant en chef des troupes du Levant. Cette distinction pourra également être accordée aux civils de nationalité française, ayant, de manière effective, à un titre quelconque, pris une part aux opérations qui se sont déroulées entre les dates précitées.

ART. 4. — Les ayants droit auront à se procurer l'insigne à leurs frais; dès constatation de leurs droits, dans des conditions qui seront fixées par une instruction du ministre, ou secrétaire d'Etat compétent, ils seront autorisés à porter le ruban de la médaille.

En cas de décès de l'ayant droit, la certification des droits de l'intéressé sera remise, à titre de souvenir, et sur leur demande, aux parents du défunt, dans l'ordre suivant, le fils aîné (ou à défaut de fils aîné, la fille aînée), la veuve, le père, la mère, le plus âgé des frères (ou, à défaut d'un frère, la plus âgée des sœurs), et ainsi de suite, dans l'ordre successoral.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre de la défense nationale,
ministre secrétaire d'Etat à la marine
et aux affaires étrangères,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
par intérim,*
Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,
Général BEROERET.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Biens étrangers

ARRETE N° 144 promulguant au Togo le décret du 31 décembre 1941 étendant à tous les territoires placés sous l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française les dispositions de la loi du 2 août 1941 autorisant la désignation d'administrateurs provisoires des biens appartenant à certains étrangers.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 31 décembre 1941;

Sur instruction du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 31 décembre 1941 étendant à tous les territoires placés sous l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française les dispositions de la loi du 2 août 1941 autorisant la désignation d'administrateurs provisoires des biens appartenant à certains étrangers.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 4 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Vu la loi du 2 août 1941 autorisant la désignation d'administrateurs provisoires des biens appartenant à certains étrangers;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 2 août 1941 susvisée sont étendues aux territoires placés sous l'autorité du Haut-Commissaire de l'Afrique française qui ne sont pas mentionnés dans la dite loi.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

LOI du 2 août 1941 autorisant la désignation d'administrateurs provisoires pour la gestion des biens, droits et intérêts des personnes physiques et morales étrangères qui ne sont pas en état d'en assurer la bonne administration.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Il peut être désigné un administrateur provisoire de tous biens, droits et intérêts appartenant à des personnes physiques ou morales étrangères, lorsque celles-ci, pour quelque motif que

ce soit, ne sont pas en état d'en assurer la bonne administration. L'administrateur provisoire est désigné par ordonnance du président du tribunal civil du lieu de la situation des biens ou du lieu du domicile, suivant qu'il s'agit ou non de biens ayant une assiette déterminée, à la requête du ministère public agissant soit de sa propre initiative, soit à la demande du département ministériel intéressé.

ART. 2. — Des décrets pourront déterminer les modalités d'application de la présente loi.

ART. 3. — Les infractions et tentatives d'infractions aux dispositions de la présente loi et des décrets d'application seront, sans préjudice des peines édictées par d'autres dispositions légales, punies d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ou de l'une seulement de ces deux peines, celles-ci pouvant être doublées en cas de récidive. Les condamnations prononcées contre les auteurs ou complices des infractions ci-dessus pourront entraîner privation des droits civils et civiques énumérés à l'article 42 du code pénal.

ART. 4. — Le présent décret, applicable à l'Algérie et aux colonies, sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 2 août 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

L'amiral de la flotte, vice-président du conseil,
Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,
François LEHIDEUX.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Pierre PUCHEU.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Exportation des produits**

ARRETE N° 482 s. E. réglementant l'exportation de certains produits.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu l'ordonnance organique du 7 septembre 1840;

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer, relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, promulgué par arrêté du 27 mai 1939;

Vu le décret du 5 décembre 1939, portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonie pour réglementer l'exportation des produits coloniaux, promulgué en Afrique occidentale française par l'arrêté du 27 décembre 1939;

Vu les arrêtés nos 2384 s. E./B. du 2 juillet 1941, 3120 s. E./7 du 3 septembre 1941 et 3639 s. E./B. du 15 octobre 1941, réglementant l'exportation de certains produits;

Vu l'arrêté n° 2667 s. e./7 du 28 juillet 1941, portant nomination du Commissaire du gouvernement et des commissaires-délégués;

Vu le décret du 10 novembre 1940, investissant la commission permanente des attributions du conseil de gouvernement prévues à l'article 7 du décret du 4 décembre 1920;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les produits ci-après désignés ne peuvent être exportés d'Afrique occidentale française que par les membres des groupements d'exportateurs constitués à cet effet, après approbation du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française : arachide, coton, cacao, maïs, café, huile de palme, graines oléagineuses autres qu'arachide, caoutchouc, laines, beurre de karité, cuirs, peaux et gommes.

ART. 2. — Est approuvée la constitution des groupements suivants :

Groupement des exportateurs d'arachides de l'A. O. F.;

Groupement des exportateurs de graines oléagineuses, autres qu'arachides de l'Afrique occidentale française (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs de caoutchouc sylvestre de l'A. O. F. et du Togo (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs de cacao (formé au sein du syndicat général des importateurs de cacao coloniaux);

Syndicat des exportateurs de maïs de l'A. O. F. et de l'A. E. F.;

Syndicat général des producteurs et exportateurs d'huile de palme des colonies françaises;

Syndicat colonial des exportateurs de cafés français;

Groupement des exportateurs du coton de l'A. O. F. (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs de laine;

Groupement des exportateurs de cuirs et peaux (formé au sein du S. N. O. A.);

Groupement des exportateurs de beurre de karité de l'A. O. F. (formé au sein du syndicat général des producteurs et exportateurs d'huile de palme des colonies françaises);

Groupement des exportateurs de gommes de l'A.O.F. (formé au sein du S. N. O. A.).

ART. 3. — Peuvent être membres d'un groupement :
a) De droit, les commerçants établis à la colonie ayant effectivement exporté le produit considéré et payé patente d'exportateur au cours des années 1938 et 1939;

b) Les commerçants ne remplissant pas ces conditions mais admis par le groupement. Les commerçants refusés par le groupement peuvent appeler de cette décision au Commissaire du gouvernement. Sur la réquisition de celui-ci les commerçants présentant au jugement de l'Administration des garanties nécessaires seront inscrits d'office au groupement. Dans ce cas ils devront souscrire l'engagement de se conformer strictement aux statuts et à la discipline du groupement considéré.

ART. 4. — Le frêt réservé à un produit, dans une escale donnée, par le service de la marine marchande, est réparti par le représentant local du groupement proportionnellement aux stocks disponibles dans le port considéré.

ART. 5. — L'embarquement des produits est subordonné à la présentation au service des douanes d'une licence d'exportation délivrée par le représentant local

du groupement et visée par le Commissaire du gouvernement général.

ART. 6. — Un Commissaire du gouvernement, siégeant à Dakar, nommé par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, contrôle et approuve les décisions des groupements. Il ne peut être passé outre à son veto, qu'après arbitrage du gouvernement général.

Chaque groupement désigne un délégué unique pour le représenter à Dakar auprès du Commissaire du gouvernement.

ART. 7. — Le Commissaire du gouvernement peut déléguer une partie de ses pouvoirs à des Commissaires-délégués qui sont nommés dans chaque colonie par décision du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française.

Ces Commissaires-délégués sont chargés, en plus de l'exécution des délégations spéciales qu'ils peuvent recevoir, de contrôler la bonne exécution des décisions prises et des instructions données par le Commissaire du gouvernement.

ART. 8. — Le Commissaire du gouvernement est également chargé d'assurer pour tous les produits repris à l'article 1^{er} l'application des mesures de contingentement et de prohibition.

ART. 9. — Le Commissaire du gouvernement rend compte de sa gestion et de celles de ses délégués au Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, périodiquement et au moins une fois par trimestre.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues par l'article 10 du décret du 2 mai 1939.

ART. 11. — Sont et demeurent abrogés les arrêtés n°s 2384 s. e./7 du 2 juillet 1941, 3120 s. e./7 du 3 septembre 1941 et 3629 s. e./7 du 15 octobre 1941.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

Savon

ARRETE N° 484 s. e. relatif à la fabrication du savon.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'ordonnance organique du 7 septembre 1840;

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 1266 F. du 15 mai 1937, instituant en Afrique occidentale française des taxes de consommation intérieure, sur certains produits naturels ou fabriqués;

Vu la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes et les arrêtés d'application;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant application aux Territoires d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 10 novembre 1940, investissant la commission permanente des attributions du conseil de gouvernement prévues à l'article 7 du décret du 4 décembre 1920;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La teneur en acide gras des savons de fabrication locale ne devra en aucun cas dépasser 60%.

ART. 2. — Peuvent seuls être employés dans la fabrication industrielle du savon :

- 1^o — Les pâtes d'arachides provenant du raffinage des huiles;
- 2^o — Les huiles de palme;
- 3^o — Les palmistes.

Toutefois des dérogations pourront être accordées par le Gouverneur général, Haut-Commissaire, sur demandes motivées des intéressés.

ART. 3. — Les savonneries devront obligatoirement utiliser toutes les pâtes d'arachides fabriquées dans les Territoires du Haut-Commissariat avant d'être autorisées à employer les autres corps gras désignés à l'article 2.

Toutefois les établissements susvisés pourront cependant utiliser les quantités de palmistes qui sont strictement obligatoires pour rendre possible la fabrication du savon en partant des pâtes d'arachides.

ART. 4. — Toute fabrique de savon sera tenue d'ouvrir un registre spécial sur lequel seront portées :

- 1^o — Les quantités de matières grasses en stock le premier jour du mois;
- 2^o — Les quantités de matières grasses utilisées au cours du mois précédent;
- 3^o — Les quantités de savons fabriquées;
- 4^o — Les ventes effectuées en indiquant par acheteur le nom, l'adresse et le poids de savon vendu.

ART. 5. — Un relevé de ce registre sera adressé au plus tard le deux de chaque mois au gouvernement général (direction générale des services économiques, service du commerce).

ART. 6. — Les dispositions du présent arrêté seront applicables à compter du 1^{er} mars 1942.

ART. 7. — Toute infraction au présent arrêté sera punie des peines prévues à l'article 46 de la loi du 2 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ART. 8. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar, le Commissaire de France au Togo et le directeur des services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

Droit de préemption

ARRETE N° 490 s. e. fixant la liste des marchandises, denrées ou objets quelconques sur lesquels l'autorité administrative peut exercer un droit de préemption dans les ventes aux enchères ou à cri public.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;
Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 21 septembre 1941, tendant à réglementer les ventes aux enchères ou à cri public, promulgué en Afrique occidentale française par arrêté du 17 octobre 1941;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le droit de préemption, que l'autorité administrative peut exercer, par application des dispositions de l'article 2 du décret du 21 septembre 1941 susvisé, sur les marchandises, denrées ou objets quelconques, à l'exception des objets ayant une valeur de souvenir, de collection ou d'art, offerts en vente aux enchères ou à cri public, ne pourra porter que sur les marchandises, denrées et objets repris à la liste ci-après :

- Mazout;
- Pétroles et essences;
- Huile de graissage;
- Brais;
- Peintures et vernis;
- Papiers (ordinaires, pour l'impression, carbone, pelure pour machine à écrire);
- Encres, plumes, crayons et autres articles de bureau d'un usage courant;
- Outils;
- Matériaux de construction;
- Denrées alimentaires;
- Tissus pour l'habillement.

ART. 2. — Le droit de préemption est exercé :

- 1^o — A Dakar par un fonctionnaire désigné par le gouverneur général;
- 2^o — Dans les autres territoires du Haut-Commissariat par un fonctionnaire désigné par les gouverneurs, chefs de territoire.

ART. 3. — Les marchandises préemptées sont réparties entre les différents services civils et militaires :

- 1^o — A Dakar sur décision du gouverneur général;
- 2^o — Dans les autres territoires sur décision des gouverneurs, chefs de territoire.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

Caisse de péréquation

ARRETE N° 492 s. e. instituant à Dakar et dans les chefs-lieux des colonies du groupe nommément désignés, une caisse de péréquation et de compensation pour certaines marchandises importées en Afrique occidentale française ou de production locale.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu les articles 9 et 10 du décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu les arrêtés généraux nos 1984, 2724 et 4219 e. c. des 3 juin, 1^{er} août et 3 décembre 1941, instituant respectivement des caisses de péréquation du riz d'Indochine, des farines du Maroc et des sucres;

Vu l'avis émis par le délégué permanent du groupement du commerce colonial, section A. O. F.;

La commission permanente du conseil de gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour réduire les écarts notables de prix des marchandises destinées au ravitaillement des populations, des mesures de compensation ou de péréquation concernant aussi bien les marchandises d'importation que celles de production locale peuvent être décidées par des arrêtés généraux. Ces textes fixeront les sommes à ajouter ou à retrancher des prix effectifs pour obtenir le prix de péréquation. Le prix effectif est celui autorisé ou pouvant être autorisé par les comités de surveillance des prix.

ART. 2. — Les compensations ou péréquations définies ci-dessus seront effectuées par l'intermédiaire d'une caisse de compensation ou de péréquation gérée par le groupement professionnel du commerce colonial et à laquelle devront adhérer obligatoirement tous les détenteurs de marchandises soumises à péréquation ou compensation.

La caisse de compensation comprend :

a) Un organisme central à Dakar. La caisse centrale est gérée par le délégué général du groupement ;

b) Des caisses locales qui fonctionnent à :
Dakar : pour la circonscription de Dakar, le Sénégal et la Mauritanie ;

Koulouba : pour le Soudan français ;

Conakry : pour la Guinée française ;

Abidjan : pour la Côte d'Ivoire ;

Lomé : pour le Togo ;

Porto-Novo : pour le Dahomey et le Niger.

Les caisses locales sont gérées par les délégués permanents du groupement professionnel du commerce colonial siégeant respectivement à Dakar, Bamako, Conakry, Abidjan, Lomé et Cotonou.

ART. 3. — Le gouverneur général pour la caisse centrale, les gouverneurs des colonies pour les caisses locales désigneront un fonctionnaire chargé de la surveillance des caisses.

Le fonds de roulement nécessaire à leur fonctionnement sera fourni par le groupement.

En aucun cas, il ne sera fait appel au budget général, ou aux budgets locaux pour compenser les insuffisances de recettes qui pourraient résulter de la fixation d'un niveau trop bas des prix de péréquation.

Les frais de gestion des caisses sont supportés par le groupement.

ART. 4. — Les caisses locales seront alimentées :

1^o — Par l'excédent de recettes éventuellement constaté au titre des caisses instituées les 3 juin, 1^{er} août et 3 décembre 1941, pour les farines, les riz et les sucres, dans les conditions fixées à l'article 6 ci-après ;

2^o — Par les différences positives entre les prix de péréquation et les prix effectifs étant entendu que le prix de péréquation pourra, s'il est besoin, être fixé pour chaque colonie intéressée par arrêté général pris sur proposition du gouverneur de la colonie où du territoire intéressé ;

3^o — Eventuellement par des versements de la caisse centrale.

La caisse centrale est alimentée par les prélèvements effectués sur l'actif des caisses locales, par ordre du gouvernement général.

ART. 5. — La caisse de compensation ou de péréquation prend à sa charge :

1^o — Les différences négatives entre les prix de péréquation et les prix effectifs ;

2^o — Les différences de prix occasionnelles qui résulteraient des surestaries, de déroutement ainsi qu'éventuellement tous les autres frais exceptionnels provoqués par l'état de guerre en ce qui concerne les transports, les déchargements, les assurances ;

3^o — En général toutes charges temporaires susceptibles de provoquer exceptionnellement des variations importantes du prix de vente des marchandises destinées au ravitaillement des populations civiles.

ART. 6. — L'excédent éventuel des recettes au titre des caisses locales instituées les 3 juin, 1^{er} août et 3 décembre 1941 pour les farines, riz et sucres sera constaté à la date du 28 février 1942 et versé aux caisses locales définies à l'article 2 du présent arrêté qui les comptabiliseront à cette même date.

Les caisses locales spéciales de péréquation des farines, riz et sucres cesseront de fonctionner le 1^{er} mars 1942.

ART. 7. — Le groupement professionnel du commerce colonial fixera par un règlement intérieur les modalités de gestion de la caisse.

Ce règlement sera soumis à l'approbation du gouverneur général.

ART. 8. — L'excédent de recettes disponible au moment de la dissolution de la caisse de péréquation ou de compensation sera reversé aux budgets locaux, selon des modalités à fixer par le gouverneur général, après remboursement du fonds de roulement prévu à l'article 3.

ART. 9. — Sont et demeurent abrogés, à compter du 1^{er} mars 1942, les arrêtés 1984, 2724 et 4219 E. C. des 3 juin, 1^{er} août et 3 décembre 1941 instituant respectivement des caisses de péréquation des riz d'Indochine, des farines du Maroc et des sucres.

ART. 10. — Les gouverneurs des colonies du groupe, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 4 février 1942.

P. BOISSON.

Exportation des produits

ARRETE N° 709 S. E. C./I. réglementant l'exportation des produits à la sortie de l'Afrique française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les textes modificatifs subséquents ;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française ;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre, et le décret du 12 janvier 1942 modifiant le décret du 2 mai 1939 ;

Vu le décret du 5 décembre 1939 réglementant l'exportation de certains produits coloniaux ;

Vu l'arrêté du 4 février 1942 réglementant l'exportation de certains produits ;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification ultérieure en commission permanente du conseil de gouvernement ;

HAUT COMMISSARIAT
de l'Afrique Française

MODÈLE N° 01

DIRECTION GÉNÉRALE
DES SERVICES ÉCONOMIQUES

DEMANDE

D'AUTORISATION D'EXPORTATION

SERVICE

des

Importations — Exportations

Nom ou raison sociale de l'exportateur : _____

Profession : _____

Adresse complète : _____

Motif de l'exportation : _____

Pays de destination effective : _____

Expéditeur : _____

Destinataire : _____

Nature et espèce de la marchandise : _____

N° du tarif sous lequel la marchandise est dédouanée : _____

Poids brut (en toutes lettres et chiffres) : _____

Poids net (en toutes lettres et chiffres) : _____

Nombre de pièces, s'il y a lieu : _____

Valeur en douane "Prix loco-magasin port d'embarquement" pour les produits ayant fait l'objet de barème officiel ; ou prix d'après facture) (en toutes lettres et chiffres) : _____

Valeur figurant au contrat de vente avec indication du mode de vente : _____

F. O. B., C. A. F., C. F. etc. (en toutes lettres et chiffres) : _____

Bureau d'exportation : _____

Date probable de l'exportation : _____

Date, signature et cachet du demandeur,

AVIS DU REPRÉSENTANT LOCAL DU GROUPEMENT

AVIS DU COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Cette partie n'est utilisée que dans le cas où l'autorisation du Gouverneur général est obligatoire.

N° d'inscription de la présente demande à la Direction des douanes de la Colonie : _____

N° du relevé de transmission au Gouvernement Général (Direction de Services Économiques). _____

DÉCISION DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE

(1) N° _____ du _____ de M. le Gouverneur Général
(Services Économiques).

ATTESTÉ CONFORME :

Le Chef du Service des Douanes
(Signature et cachet)

(1) autorisation ou rejet.

Cette licence, qui doit être fournie en deux exemplaires, est strictement personnelle et incessible. Toute utilisation d'une licence inapplicable exposerait le délinquant aux sanctions prévues par l'article 63 du Code des Douanes de l'A. O. F. et 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre.

ARRETE N° 147 soumettant l'arrêté général n° 709 s. E. C./I. du 23 février 1942 à la procédure de publication d'urgence.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu l'arrêté général n° 709 sec./I du 23 février 1942 réglementant l'exportation des produits à la sortie de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Vu l'urgence, l'arrêté n° 709 s. E. C./I. en date du 23 février 1942 du Haut-Commissaire de l'Afrique française relatif à la sortie des produits de l'Afrique française sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 6 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

ARRETE N° 146 modifiant pour 1942 les taux des cotisations de la société indigène de prévoyance d'Atakpamé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

Vu les arrêtés nos 388 et 389 des 17 juillet et 14 novembre 1937 portant création des différentes sociétés indigènes du Territoire, modifiés par l'arrêté n° 28 du 17 janvier 1939;

Vu l'arrêté n° 8 du 6 janvier 1942 fixant pour 1942 les taux des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles au Togo;

Vu l'avis émis par le conseil d'administration et l'assemblée générale de la société indigène de prévoyance d'Atakpamé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. Est modifié comme suit l'arrêté n° 8 du 6 janvier 1942 susvisé en ce qui concerne la société indigène de prévoyance d'Atakpamé.

Société indigène de prévoyance d'Atakpamé :

Canton du Litimé	10,50
Cantons d'Atakpamé et de Nuatja	9,50
Cantons d'Akébou, de l'Akposso-Nord et de l'Akposso-Sud	9,—
Cantons de l'Adélé, de Kpessi et groupement de Blitta	8,—

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Kapok

ARRETE N° 151 complétant l'arrêté n° 279 du 8 juin 1941 réglementant le conditionnement du kapok au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le télégramme-lettre-avion du Haut-Commissaire de l'Afrique française n° 26 s. E./P. en date du 20 janvier 1942;

Vu la lettre-avion du Haut-Commissaire de l'Afrique française n° 78 s. E./P. en date du 25 février 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 9 de l'arrêté n° 279 du 8 juin 1941 est complété comme suit :

Les kapoks devront être emballés en balles pressées standard sous natte ou toile de jute ou succédanés de jute, encadrées de fer et leur poids au mètre cube ne devra pas dépasser cent vingt kilos.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1942.

J. de SAINT-ALARY.

Agents auxiliaires

ADDENDUM à l'article 5 (Avancement) du règlement du 1^{er} mai 1939 concernant le personnel auxiliaire à traitement ou salaire mensuel des divers services du Territoire.

L'article 5 (Avancement) du règlement du 1^{er} mai 1939 est complété comme suit :

« Toutefois des avancements exceptionnels pourront, sur proposition motivée de leur chef de service, être attribués à certains agents particulièrement méritants sans qu'il soit tenu compte de la limitation de 20% prévue ci-dessus.

Ces avancements spéciaux prendront la dénomination de reclassements ».

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGENE

Nominations

Par arrêté n° 153 du :

10 mars 1942. — Les agents dont les noms suivent, admis à l'examen professionnel prévu par l'article 4 (paragraphe 2) de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 et dont les conditions ont été fixées par l'arrêté n° 362 du 12 juillet 1941, sont nommés :

1^o — DANS LE CADRE SUPÉRIEUR DES TRAVAUX PUBLICS.

A l'emploi de maître-ouvrier de 7^e classe :

Pour compter du 1^{er} janvier 1942 :

Latévi Tévi, mécanicien-conducteur principal de 1^{er} cl.

2^e — DANS LE CADRE SUPÉRIEUR DES CHEMINS DE FER*A l'emploi de chef de station de 4^e classe :*a) Pour compter du 1^{er} janvier 1942 :

Ajavon Ernest, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.
 Dovi Jonathan, facteur-enregistreur de 1^{re} classe.
 d'Almeida Maurice, facteur-enregistreur de 1^{re} cl.

b) Pour compter de la date de la signature du présent arrêté :

Mathias Apouté Joseph, facteur-enregistreur de 4^e cl.*A l'emploi de chef mécanicien de 7^e classe :*Pour compter du 1^{er} janvier 1942 :Vidjrakou, mécanicien de 1^{re} classe.**Titularisation**

Par arrêté n° 148 du :

6 mars 1942. — M. Sitti Jérémie, instituteur sur-numéraire du cadre commun secondaire de l'enseignement de l'A. O. F., est titularisé en qualité d'instituteur auxiliaire 1^{er} échelon, pour compter du 1^{er} mars 1942, date à laquelle il a accompli son année de stage réglementaire.

Punitions

Par décision n° 163 du :

28 février 1942. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au mécanicien-conducteur de 3^e classe Nappo Boucounou, pour faute grave en service.

Par décision n° 166 du :

3 mars 1942. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au surveillant des P. T. T., Marc Tétévi, pour mauvaise manière de servir.

Agents auxiliaires*Démissions*

Par décision n° 162 du :

28 février 1942. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Baoulé Talaké, pour raison de santé.

Par décision n° 164 du :

28 février 1942. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mars 1942, la démission de leur emploi offerte par les agents auxiliaires Azomé et Godo, pour convenances personnelles.

Par décision n° 182 du :

10 mars 1942. — Est acceptée, pour compter du 3 mars 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Sodji Abodji, pour convenances personnelles.

Par décision n° 183 du :

10 mars 1942. — Est acceptée, pour compter du 3 mars 1942, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Kouakouvi, pour convenances personnelles.

Licenciement

Par décision n° 174 du :

6 mars 1942. — Est licencié de son emploi pour compter du 2 février 1942, l'agent auxiliaire Okrachi, pour absences irrégulières.

DIVERS**Commandement indigène**

Par arrêté n° 136 du :

27 février 1942. — Le nommé Kpelly Bernard, chef de village, est nommé chef du canton de Mission-Tové en remplacement du nommé Sowu, démissionnaire.

Conseil local d'hygiène

Par décision n° 167 du :

4 mars 1942. — Sont nommés membres du conseil local d'hygiène de Lomé pour 1942 :

M.M. Dole, agent commercial ;
 Siaut, agent commercial ;
 Le Dr. Anthony, médecin pratiquant ;
 César Olympio, propriétaire et planteur.

Libération conditionnelle — Interdiction de séjour

Par arrêté n° 149 du :

6 mars 1942. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Wilson Anani, de la prison d'Anécho, condamné à trois ans de prison et à deux cents francs d'amende par jugement n° 219 du 6 novembre 1939 du tribunal du premier degré d'Anécho, pour vol.

Par arrêté n° 150 du :

6 mars 1942. — Le séjour dans le cercle de Sokodé et la subdivision autonome de Mango est interdit pendant cinq ans, pour compter du 1^{er} mars 1942, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Wilson Robert, infirmier, né le 6 février 1903 à Anécho, fils de feu Peter Wilson et de feu Nadou Lawson, condamné par jugement n° 4 du 17 janvier 1942 du tribunal du premier degré de Sokodé à trois mois de prison, cinq ans d'interdiction de séjour, 50 francs d'amende et 50 francs de dommages-intérêts pour coups et blessures.

Métis

Par décision n° 172 du :

5 mars 1942. — Est accordée, pour compter du 1^{er} mars 1942, pour l'année 1942 une allocation de 2 francs par jour au jeune métis Jean-Marie, âgé de 10 ans, demeurant à Sokodé.

La nommée Jeanne Tomasie, mère du bénéficiaire, domiciliée à Sokodé, est habilitée à percevoir le montant de l'allocation.

Par décision n° 180 du :

9 mars 1942. — Est accordée, pour compter du 1^{er} mars 1942, pour l'année 1942 une allocation de 2 francs par jour au jeune métis Victor Wood, âgé de 15 ans, demeurant à Lomé.

La nommée Jeanne Tomasie, mère du bénéficiaire, domiciliée à Lomé, est habilitée à percevoir le montant de l'allocation.

Rôles

Par arrêté n° 137 du :

28 février 1942. — Est approuvé le rôle des cotes irrécouvrables 1941 de la société indigène de prévoyance de Mango, arrêté à la somme de : Deux mille trois cent huit francs cinquante centimes (2.308,50).

Par arrêté n° 138 du :

28 février 1942. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire 1941 des cotisations de la société indigène de prévoyance de Tsévié, arrêté à la somme de : Mille huit francs (1.008,—).

Par arrêté n° 139 du :

4 mars 1942. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire 1941 des cotisations de la société indigène de prévoyance d'Anécho, arrêté à la somme de : Onze mille deux cent cinquante huit frs. cinquante centimes (11.258,50).

Secours

Par décision n° 175 du :

6 mars 1942. — Un secours éventuel de la somme de : QUATRE MILLE CENT HUIT FRANCS, correspondant à deux mois de solde de présence d'un chef de district de 1^{re} classe du cadre local majorée du supplément colonial, est accordé à Madame Combe Roger, veuve d'un chef de district des chemins de fer du Togo.

Subvention

Par décision n° 179 du :

9 mars 1942. — Une subvention de cinq mille francs (5.000 frs.) est accordée au comité local de la Croix-Rouge française en vue d'assurer le financement des dépenses du centre de puériculture de Lomé, géré par l'association des mères togolaises.

Surveillance des prix

Séance du 27 Février 1942

S. C. O. A.

<i>Huile d'arachides raffinée</i> — Le litre nu	14,70
<i>Huile d'arachides raffinée</i> — La bout. de 75 cl.	11,85

G. B. O.

<i>Chemisettes (1/2 manches; col rabattu)</i>	
<i>Marque CRX</i> — La pièce	29,—
<i>Marque O</i> — La pièce	33,50
<i>Marque BB</i> — La pièce	33,90
<i>Marque NO</i> — La pièce	35,25
<i>Bérêts (laine 100%)</i> — La pièce	24,35
<i>Riz du pays</i> — Le kilo	8,15

Séance du 3 Mars 1942

S. C. O. A.

<i>Jambons crus</i> — Le kilo	94,45
<i>Poitrine salée</i> — Le kilo	57,10
<i>Saucissons d'arles</i> — Le kilo	126,85
<i>Pâté de foie « Allo »</i> — La boîte	9,10
<i>Pâté de foie « Geo »</i> — La boîte	10,45
<i>Langue de porc</i> — La boîte	22,05
<i>Fromage de tête</i> — La boîte	7,70
<i>Rillettes</i> — La boîte	9,10

G. B. O.

<i>Lampes à acétylène</i> — La pièce	72,30
<i>Cigarettes « Nationales »</i> — La cartouche	66,25
<i>Cigarettes « Monogramme »</i> — La cartouche	72,20

Véhicules automobiles

Par décision n° 160 du :

27 février 1942. — Les véhicules suivants sont mis à la disposition des sociétés de prévoyance :

S. I. P. Lomé
S. I. P. Tsévié
S. I. P. Anécho
S. I. P. Sokodé
S. I. P. Lama-Kara
S. I. P. Bassari
S. I. P. Mango

Pas de véhicule affecté en permanence. Transports assurés éventuellement par un véhicule du garage central ou d'un garage annexe sur autorisation donnée dans conditions article 5 arrêté 330 du 10 juin 1938.

S. I. P. Palimé : T. T. 1139,

S. I. P. Atakpamé : T. T. 1321, sur demande adressée par le président de la S. I. P. au commandant de cercle.

Le chef du garage central à Lomé, centralisera les extraits mensuels des carnets de route et dressera les états de cession. Les extraits concernant les S. I. P. du Nord seront préalablement groupés à la subdivision des travaux publics du Nord, gérante du garage annexe de Sokodé.

Textes publiés à titre d'information

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Cour suprême

LOI du 28 décembre 1941 modifiant la loi du 30 juillet 1940 relative à la cour suprême de justice.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 30 juillet 1940 relative à l'organisation, la compétence et la procédure de la cour suprême de justice est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le président de la cour suprême de justice est choisi parmi les membres ou anciens membres de la cour de cassation; il est nommé, pour une durée limitée et renouvelable, par décret en conseil des ministres ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'État.

Fait à Vichy, le 28 décembre 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'État Français :

L'amiral de la flotte,
ministre vice-président du conseil,
Amiral DARLAN.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'État à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Brévet de capacité colonial

Par arrêté n° 567 e. en date du 13 février 1942 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, la première session ordinaire d'examen du brevet de capacité colonial, correspondant au baccalauréat, s'ouvrira le lundi 22 juin 1942, à 7 h.30, dans les deux centres de Dakar et de Saint-Louis.

Les gouverneurs des colonies du groupe et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar

et dépendances recevront les inscriptions conformément aux dispositions de l'arrêté n° 766 du 9 avril 1934.

Le registre d'inscription sera clos le 15 avril 1942. A cette date les gouverneurs des colonies du groupe et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances transmettront sans délai les dossiers de candidature au gouvernement général (inspection générale de l'enseignement).

Le gouverneur du Sénégal et le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar nommeront les commissions de surveillance des épreuves écrites. Il sera établi un procès-verbal de l'examen.

Les épreuves écrites et orales seront jugées par un jury siégeant à Dakar dont les membres seront désignés ultérieurement.

AVIS

En vertu de mon pouvoir de légataire universel donné par le testament laissé par mon père feu Joseph Folivi CREPPY, et dûment certifié par l'Administration en date du 26 Février 1925.

J'ai l'honneur d'aviser le public, que tous achats des biens laissés pour la collectivité CREPPY, qui auront été faits ou pourront l'être des dits biens, sans mon consentement et mon approbation sont nuls et de nul effet.

Anécho, le 26 Janvier 1942.

J. K. CREPPY.

AVIS

Vente aux enchères publiques

Il sera vendu aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur à Lomé dans les magasins de la Société **Deutsche Togo Gesellschaft (D. T. G.)** le 1^{er} Avril 1942 à huit heures du matin et jours suivants s'il y a lieu, les articles mentionnés dans le tableau ci-après.

ARTICLE	QUANTITÉ	MISE A PRIX DE L'UNITÉ	UNITÉ
Flanelle	57 yards	7,—	yard
Bandes molletières	1 paire	38,—	lot
Blanc pour chaussures	4 flacons et 20 btes	22,—	paire
Peinture à l'huile « Glasurit »	1.062 kg. 29	16,—	kilogrammes
Peinture « Glasurit Crystal »	15 kg. 40	33,—	kilogrammes
Peinture Glasurit or	2 kg. 50	116,—	kilogrammes
Peinture « Glasurit billeroi »	21 kg. —	19,—	kilogrammes
Peinture « Glasurit universel »	204 kg. 62	43,—	kilogrammes
Peinture émail « Glassomax »	325 kg. 92	53,—	kilogrammes
Peinture « Glassomax métal »	3 kg. 86	65,—	kilogrammes
Peinture laque « Esmaltine »	4 kg. 53	32,—	kilogrammes
Produit « Glassomax » pour diluer la peinture	1 bidon	100,—	kilogrammes
Blanc de zinc	202 kg. —	12,—	5 kilogrammes
Minium	90 kg. —	12,—	kilogrammes
Peinture métal-émail « Glasso »	18 kg. 16	58,—	kilogrammes
Peinture pour tôles (toiture zinguée)	30 kg. —	22,—	kilogrammes
Liquide pour bronzer	27 flacons	2,—	flacon
Vernis copal	114 bidons	16,—	bidon
Siccatif	25 bidons	22,—	bidon
Essence de térébenthine	160 litres	15,—	litre
Décapant « Glasso »	10 bidons	29,—	bidon
Poliment rapide	4 bidons	32,—	grammes
Mastic	40 boîtes	6,—	boîte
Selles pour bicyclettes	5 pièces	90,—	selle
Selles pour bicyclettes	4 pièces	59,—	selle
Selles pour bicyclettes	2 pièces	59,—	selle
Selles pour bicyclettes	2 pièces	102,—	selle
Clous	158 paquets	24,—	douzaine
Tournevis longs	9 pièces	8,—	tournevis
Tournevis longs	24 pièces	3,—	tournevis
Tournevis longs	13 pièces	7,—	tournevis
Couteaux palette pour peintre	10 pièces	7,—	couteaux
Verres à boire	36 pièces	9,—	verre à boire
Verres à boire	79 pièces	8,—	verre à boire

ARTICLE	QUANTITE	MISE A PRIX DE L'UNITÉ	UNITÉ
Verres à boire	90 pièces	10,—	verre à boire
Verres à boire	30 pièces	12,—	verre à boire
Leukoplast	8 pièces	1,—	leukoplast
Leukoplast	—	1,—	leukoplast
Leukoplast	—	3,—	leukoplast
Leukoplast	—	3,—	leukoplast
Leukoplast	—	5,—	leukoplast
Leukoplast	—	5,—	leukoplast
Leukoplast	—	5,—	leukoplast
Leukoplast	—	5,—	leukoplast
Stylos	2 pièces	86,—	stylo
Stylos	1 pièce	150,—	stylo
Chaussures toile	38 paires	15,—	paire
Chaussures cuir	26 paires	60,—	paire
Chaussures toile	3 paires	35,—	paire
Chaussures cuir	23 paires	65,—	paire
Chaussures toile	13 paires	40,—	paire
Chaussures toile	17 paires	45,—	paire
Chaussures toile	120 paires	15,—	paire
Babouches toile	49 paires	5,—	paire
Borax.	126 paquets	3,—	paquet
Savonnettes	74 pièces	1,—	savonnette
Savonnettes	38 pièces	3,—	savonnette
Savonnettes	30 pièces	2,—	savonnette
Savonnettes	108 pièces	1,—	savonnette
Savon à barbe	77 pièces	6,—	savonnette
Pâte dentifrice	80 tubes	13,—	tube
Papier hygiénique	124 rouleaux	4,—	rouleau
Papier à lettre	36 blocs	4,—	bloc
Cahier manifold	176 cahiers	25,—	cahier
Encaustique	122 boîtes	35,—	boîte
Scies à chantourner	27 pièces	43,—	scie
Ampoules électrique pour lampe de poche	4.172 pièces	3,—	ampoule
Révélateur rodinal	49 flacons	11,—	flacon
Révélateur rodinal	20 flacons	16,—	flacon
Sel de fruit	120 flacons	19,—	flacon
Huile de foie de morue	40 flacons	19,—	flacon
Fixateur pour photographie	50 boîtes	11,—	boîte
Fixateur pour photographie	100 boîtes	5,—	boîte
Vis à bois	1 caisse	30,—	douzaine
Enveloppes auto « Dunlop » usagées	2 enveloppes	200,—	enveloppes
Enveloppes « Continental » ballon usagées	3 enveloppes	100,—	enveloppes
Matelas pour lit de 105 cm de large sur 2 mètres de long.	2 matelas	100,—	matelas

Les marchandises mentionnées seront vendues en leur état dûment constaté par les acquéreurs.

Les enchères ne devront pas être inférieures à 1 franc au-dessous de 25 francs et 5 francs au-dessus de 25 francs.

Lomé, le 12 mars 1942.

Le Commissaire-priseur,
LOUIS GAËTAN.